

Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES

8 avenue Urbain-Bosio
06300 NICE

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels**

SARL ALFA Consultant

745 bis Ch. Du Mont Gros – 06610 La Gaude

Tel : 04.92.15.53.20 - Fax : 04.92.15.53.29 - e-mail : fabrecht@cicca.fr

SARL d'expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 7.500 Euros

Inscrite près la cour d'appel d'Aix en Provence

RCS Grasse B 444 539 449



ALFA CONSULTANT
745 bis ch. Du Mont Gros
06610 LA GAUDE
SARL au Capital de 7.500 €

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale d'Aix-en-Provence

Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES

8 avenue Urbain-Bosio
06300 NICE

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres du conseil d'administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

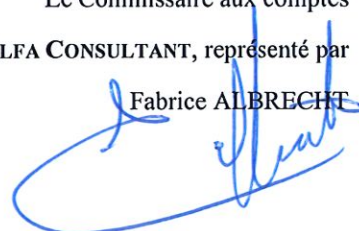
Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation de Nice Patronage St Pierre ACTES à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Fait à La Gaude, le 25 mai 2026

Le Commissaire aux comptes
ALFA CONSULTANT, représenté par

Fabrice ALBRECHT



Annexe : Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025



Bilan Actif

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	114 441	114 441		
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 913	4 913		
Fonds commercial (1)				
Autres	55 068	55 068		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 829 315		2 829 315	2 814 315
Constructions	27 064 919	14 700 250	12 364 669	12 469 069
Installations techniques, matériel et outillage industriel	729 138	615 722	113 417	89 832
Autres	2 481 503	2 079 782	401 721	395 504
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours	2 616		2 616	
Avances et acomptes	12 300		12 300	
Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations et créances rattachées	746 180		746 180	614 425
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	330 648		330 648	316 156
TOTAL I ACTIF IMMOBILISE	34 371 043	17 570 177	16 800 866	16 699 301
STOCKS ET EN-COURS				
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				
CRÉANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	1 900 522		1 900 522	104 172
Autres créances	3 010 259		3 010 259	2 902 397
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	35		35	35
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	3 327 414		3 327 414	5 218 232
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	56 502		56 502	55 070
TOTAL II ACTIF CIRCULANT	8 294 734		8 294 734	8 279 906
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	42 665 777	17 570 177	25 095 600	24 979 207
(1) Dont droit au bail	(2) Dont à moins d'un an		(3) Dont à moins d'un an	
			56 502	
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				



Bilan Passif

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres sans droit de reprise	2 595 744	2 595 744
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise	5 805 049	5 805 049
Réserves	3 836 405	3 836 405
Report à nouveau sur gestion propre	(1 321 660)	(1 051 423)
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	707 754	(555 742)
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	3 509 021	3 794 526
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	228 324	258 158
Provisions réglementées	528 779	526 714
TOTAL I FONDS PROPRES	15 889 415	15 209 431
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	106 625	57 342
Provisions pour charges	482 777	496 908
TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	589 402	554 250
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	139 587	610 953
Sur autres ressources	1 187 652	1 158 733
TOTAL III FONDS DEDIES	1 327 239	1 769 686
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 982 622	2 179 433
Emprunts et dettes financières diverses (3)	40 079	37 034
Avances et acomptes reçus	451 691	398 164
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	663 570	501 741
Dettes fiscales et sociales	3 958 997	4 239 434
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 524	2 838
Autres dettes	191 061	87 195
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL IV DETTES	7 289 543	7 445 839
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	25 095 600	24 979 207
(1) A plus d'un an 1 823 090 A moins d'un an 5 466 454		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		



Compte de Résultat en liste

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

Fondation de Nice PSP Actes

	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises		
- Production vendue [biens et services]	1 488 922	1 314 085
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	1 488 922	1 314 085
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Concours publics	19 331 854	18 163 387
- Subventions d'exploitation	12 374 346	12 542 266
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	128 228	54 556
- Utilisation des fonds dédiés	683 270	489 291
- Autres produits	1 911 420	2 032 673
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	35 918 040	34 596 259
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises		
Variation de stocks		
- Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
- Autres achats et charges externes	10 417 761	9 939 611
- Impôts, taxes et versements assimilés	1 677 438	1 830 735
- Salaires et traitements	14 638 990	15 109 724
- Charges sociales	6 024 241	5 987 670
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 196 225	1 119 605
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	163 380	107 597
- Reports en fonds dédiés	240 823	135 700
- Autres charges	828 151	753 240
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	35 187 010	34 983 882
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	731 030	(387 623)
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation (3)		
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
- Autres intérêts et produits assimilés (3)	7 223	15 861
- Reprises sur provisions et transferts de charges		
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	7 223	15 861
CHARGES FINANCIERES :		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées (4)	28 379	31 162
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES	28 379	31 162
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(21 156)	(15 301)



Compte de Résultat en liste - suite

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

Fondation de Nice PSP Actes

	31/12/2025	31/12/2024
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	709 874	(402 924)
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion		35
- Sur opérations en capital		59 633
- Reprises provisions et transferts de charges		
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS		59 668
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion		205 390
- Sur opérations en capital		5 091
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 120	2 005
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 120	212 486
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(2 120)	(162 818)
Impôts sur les bénéfices (VII)		
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	35 925 262	34 671 788
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	35 217 509	35 227 530
EXCEDENT OU DEFICIT	707 754	(555 742)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature		
- Dons en nature		
TOTAL		
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services		
- Personnel bénévole		
TOTAL		



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est 25 095 599,98 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 35 918 039,65 Euros et dégageant un excédent de 707 753,65 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.
Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Objet Social

. La Fondation de Nice Patronage Saint Pierre Actes poursuit, notamment, l'œuvre entreprise par l'Association du Patronage Saint-Pierre, fondée en 1903, déclarée le 29 août 1903 et reconnue d'utilité publique par décret du 8 mai 1961.

Elle a pour but d'exercer une action éducative et sociale auprès des enfants, des adolescents, des adultes et des familles, avec priorité pour les plus défavorisés. Cette action est fondée sur le respect de l'égale dignité des êtres humains, avec la volonté de donner toutes ses chances à chacune des personnes accompagnées.

Faits caractéristiques de l'exercice

- . Non renouvellement du CPOM avec le Conseil Départemental des Alpes Maritimes au 01/01/2025
- . Avenant au CPOM DDETS jusqu'au 31/12/2026
- . Ouverture en octobre 2025 d'un établissement financé par le Conseil Départemental des Alpes Maritimes destiné à accueillir 66 jeunes filles mineures, certaines enceintes ou avec de jeunes enfants

Evenements significatifs postérieurs à la clôture

Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Générale (PCG) 2005.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Une réévaluation des immobilisations a toutefois été pratiquée au 1^{er} janvier 2007.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice, du règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 sur la modernisation des états financiers.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



Immobilisations

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	114 441		
Autres immobilisations incorporelles	59 981		
TOTAL immobilisations incorporelles :	174 423		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	2 814 315		15 000
Constructions sur sol propre	17 990 647		135 000
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	8 191 540		750 307
Installations techniques et outillage industriel	680 956		48 913
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	745 592		83 343
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 575 620		106 693
Emballages récupérables et divers			2 616
Immobilisations corporelles en cours			12 300
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	31 998 669		1 154 172
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	614 425		131 756
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	316 156		39 324
TOTAL immobilisations financières :	930 581		171 079
TOTAL GÉNÉRAL	33 103 672		1 325 251

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			114 441	
Autres immobilisations incorporelles			59 981	
TOTAL immobilisations incorporelles :			174 423	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			2 829 315	
Constructions sur sol propre			18 125 647	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales		2 574	8 939 272	
Install. techn., matériel et out. industriels		730	729 138	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport		17 234	811 702	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		12 511	1 669 801	
Emballages récupérables et divers			2 616	
Immobilisations corporelles en cours			12 300	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		33 049	33 119 792	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			746 180	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		24 831	330 648	
TOTAL immobilisations financières :		24 831	1 076 829	
TOTAL GÉNÉRAL		57 881	34 371 043	



Amortissements

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	114 441			114 441
Autres immobilisations incorporelles	59 981			59 981
TOTAL immobilisations incorporelles :	174 423			174 423
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	9 238 910	483 909		9 722 819
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	4 474 208	503 224		4 977 432
Installations techn. et outillage industriel	591 124	25 328	730	615 722
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	649 922	68 893	17 234	701 581
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 275 786	114 927	12 511	1 378 201
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	16 229 949	1 196 280	30 475	17 395 754
TOTAL GÉNÉRAL	16 404 372	1 196 280	30 475	17 570 177

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	208 130		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	808 602		
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	68 893		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	110 599		55
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	1 196 225		55
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	1 196 225		55



État des Échéances des Créances et Dettes

Fondation de Nice PSP Actes

Période du 01/01/25 au 31/12/25
Edition du 09/06/26

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	330 648		330 648
TOTAL de l'actif immobilisé :	330 648		330 648
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 900 522	1 900 522	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	45 064	45 064	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	2 650 392	2 650 392	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	314 803	314 803	
TOTAL de l'actif circulant :	4 910 782	4 910 782	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	56 502	56 502	

TOTAL GÉNÉRAL	5 297 933	4 967 284	330 648
----------------------	------------------	------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 982 622	199 611	652 901	1 130 110
Emprunts et dettes financières divers	40 079		40 079	
Fournisseurs et comptes rattachés	663 570	663 570		
Personnel et comptes rattachés	1 216 763	1 216 763		
Sécurité sociale et autres organismes	2 515 572	2 515 572		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées	451 691	451 691		
Autres impôts, taxes et assimilés	226 662	226 662		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	1 524	1 524		
Groupe et associés				
Autres dettes	191 061	191 061		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				

TOTAL GÉNÉRAL	7 289 543	5 466 454	692 980	1 130 110
----------------------	------------------	------------------	----------------	------------------



Tableau des variations des fonds propres

Variation des Fonds Propres	Montant début d'exercice ⁽¹⁾	Affectation résultats et retraitement	Augmentation	Diminution ou Consommation	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise	2 595 744				2 595 744
Ecart de réévaluation	5 805 049				5 805 049
<i>Dont dotation initiale</i>	2 588 584				2 588 584
Réserves :					
Réserves d'investissement	2 297 194				2 297 194
Réserves de compensation	1 274 081				1 274 081
Réserves de trésorerie	136 814				136 814
Autres réserves	128 316				128 316
Report à nouveau Fonds Propres	-1 051 423	-270 236			-1 321 660
Autre report à nouveau et sous contrôle de tiers financeur	3 794 526	-285 505			3 509 021
Excédent ou déficit de l'exercice	-555 742	555 742	707 754		707 754
Situation nette	14 424 558				15 132 312
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements	258 158		22 290	52 124	228 324
Provisions réglementées	526 714		2 065		528 779
	15 209 430	0	732 108	52 124	15 889 414

⁽¹⁾Après retraitement**Détermination du résultat effectif global**

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	707 754	-555 742
Reprise du résultat antérieur	-271 789	13 184
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	435 965	-542 557
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	42 953	-509 498
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	393 012	-33 059

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Dotations	Diminutions montants utilisés	Diminutions montants non utilisés	Montant fin exercice
Provisions pour risques	57 342	106 625		57 342	106 625
Provisions pour charges	496 908	56 755	70 886		482 777
Dépréciations exceptionnelles	0				0
	554 250	163 380	70 886	57 342	589 402



Produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montant
Subventions d'exploitation à recevoir	2 650 392
Autres produits à recevoir	286 085
TOTAL	2 936 477

Charges à payer

Détail des charges à payer	Montant
Factures à recevoir	63 656
Provision 1/10 Congés payés	1 199 648
Provision charges sociales sur congés payés	472 298
Provision charges fiscales sur congés payés	124 436
Autres charges à payer	18 842
TOTAL	1 878 880

Charges et produits constatés d'avance

Détail des charges constatées d'avance	Montant
Locations immobilières	6 137
Locations mobilières	13 898
Maintenance	5 175
Abonnements, licences, documentation	31 292
Autres charges diverses	
TOTAL	56 502

Détail des produits constatés d'avance	Montant
Avances sur subventions	451 691
Autres produits de gestion	-
TOTAL	451 691

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Néant



Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont FD correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Subvention Etat COSOL	29 364		29 364			0	
Subvention Etat PMMPT	65 000	65 000	65 000			65 000	
Subvention Etat HUDA	230 529		230 529			0	
Subvention Etat Déplacés Ukraine	286 059		286 059			0	
Subvention IML		12 140				12 140	
Subvention Job Coach		24 222				24 222	
Subvention Parcours Mobilité		38 225				38 225	
Contributions financières des autorités de tarification							
ARS / Investissement CSAPA	39 130	9 940	4 569			44 501	
ARS / Investissement CAARUD	591 937	16 500	12 537			595 900	
ARS / Investissement ESPO	273 666		10 478			263 188	
ARS / Investissement ACT CNR 2024	5 000		83			4 917	
ARS / Exploitation CSAPA Microstructures	77 566	52 700	31 451			98 815	
ARS / Exploitation CPO CNR 2023	160					160	
DDETS / Exploitation CHRS CNR 2025		22 096				22 096	
Contributions financières d'autres organismes							
Autres							
Leg Frecon	171 274		13 199			158 075	
TOTAL	1 769 686	240 823	683 270	0	0	1 327 239	0

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Augmentation	Diminution	
0		0	0

Subventions d'équipement

Néant

Variation de la réserve de réévaluation

Réserve spéciale de réévaluation = 5 805 049 €

Cet écart de réévaluation a été constaté suite à la réévaluation des immobilisations pratiquée au 1er janvier 2007, et a permis d'ajuster la valeur comptable des immeubles sur leur valeur vénale à cette date.

Frais d'établissement

Frais de constitution = 114 441 €

Ce poste concerne les frais de dévolution immobilière du fait du passage du statut d'Association à celui de Fondation au 1er janvier 2008.

Evaluation des immobilisations corporelles

La méthode d'évaluation retenue est celle du coût historique. Une réévaluation des immobilisations a cependant été effectuée en 2007. Cette dernière n'a, en pratique, eu d'effet que sur les immeubles inscrits à l'actif et a eu pour conséquence d'ajuster leur montant sur leur valeur vénale à cette date.

Hormis ce cas particulier, la valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition sauf en ce qui concerne les acquisitions immobilières.

Compte tenu de la spécificité de la Fondation, le règlement CRC 2002-10 n'a donné lieu à aucun retraitement.

En effet, les immeubles acquis par la Fondation correspondent généralement à des immeubles anciens et des travaux importants de remise en état ont été effectués. Ces travaux représentent en fait plus de 20 % du montant des immeubles (avant réévaluation) et correspondent à la valeur des éléments du second œuvre dissociable. Une décomposition aurait donc abouti à une double comptabilisation des éléments de second œuvre.

Par ailleurs, la réévaluation intervenue en 2007 concernait bien en totalité la structure des immeubles.

Enfin, aucune valeur résiduelle significative susceptible de justifier une modification du plan d'amortissement n'a été identifiée.



Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Immeubles	Linéaire	30 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Complément d'information relatif au compte de résultat**Ventilation des produits d'exploitation**

Répartition par activité	Montant N	Montant N-1	Variation
Prestations et ventes	503 389	475 134	6%
Locations appart/bureau aux services d'ACTES ou à des tiers	968 299	820 478	18%
Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	17 234	18 472	-7%
Subventions	12 287 695	12 471 420	-1%
<i>Dont Etat</i>	4 722 752	5 337 585	-12%
<i>Dont Département 06</i>	3 821 152	3 174 239	20%
<i>Dont Fonds Européens</i>	2 739 154	2 967 878	-8%
<i>Dont commune et communauté de commune</i>	935 985	841 333	11%
<i>Dont autres</i>	68 651	150 385	-54%
Autres subventions d'exploitation (dont CE)	86 651	70 847	22%
Produits de la tarification des activités sociales	19 331 854	18 163 387	6%
<i>Dont Etat</i>	9 307 372	9 345 304	0%
<i>Dont Département 06</i>	10 024 482	8 818 083	14%
Participation des usagers (dont CAF)	749 163	691 163	8%
Remboursement sur salaire	301 066	711 825	-58%
Remboursement de fournitures et mise à disposition	484 573	498 517	-3%
Frais de gestion GCSMS UCSD	86 891	83 716	4%
Autres - Reprises	128 228	54 556	135%
Autres - Legs	150 000		
Autres - Dons	24 137		
Autres - Produits divers	63 467		
Utilisation des fonds dédiés	683 270	489 291	40%
QP des subventions d'investissement virée au résultat	52 124	47 452	10%
TOTAL	35 918 040	34 596 259	4%

Complément d'information relatif au compte de résultat**Rémunération des dirigeants**

	Montant
Rémunération brute annuelle des trois plus hauts cadres dirigeants	228 026
TOTAL	228 026

Effectifs

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	73	
Non Cadres	410	
TOTAL	483	

Effectif au 31 décembre 2025 :

Salariés CDI	400
Salariés CDD (hors contrat aidés)	39
Salariés CDD (contrats aidés)	0
Salariés CDDI (Insertion)	21
Salariés CDII	2
Salariés Contrat d'Apprentissage	18
Salariés Contrat de Professionnalisation	3



Dettes garanties par des sûretés réelles

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 982 622
TOTAL	1 982 622

Emprunts auprès du Crédit Mutuel = 148 198,67 €
 Emprunts auprès du Crédit Agricole = 1 716 916,19 €
 Emprunts auprès de la Caisse d'Epargne = 117 507,15€

Engagements financiers**Engagements donnés**

Privilège de Prêteur de Deniers Crédit Agricole	1 716 916
Privilège de Prêteur de Deniers Crédit Mutuel	148 199
TOTAL	1 865 115

Engagements recues

Néant

Crédit bail

Nature	Terrains et Constructions	Instal.Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			1 130 762	1 130 762
Redevances payées : cumul ex. antérieurs			271 116	271 116
Redevances payées : exercice			172 556	172 556
Total			443 672	443 672
Redevances restant à payer : 1 an au +			121 866	121 866
Redevances restant à payer : entre 1 et 5 ans			76 904	76 904
Total			198 770	198 770



Engagement en matière de pensions et retraites

Le montant des engagements de la Fondation en matière d'indemnité de fin de carrière, évalué conformément à la méthode ANC 2021 s'élevait à la clôture de l'exercice à 1 178 081 €.

Il est à noter que seule la provision prise en charge dans les comptes administratifs concernant uniquement les salariés dont le départ est prévu dans les cinq ans dans les services concernés, a fait l'objet d'une comptabilisation pour un montant de 450 763 € au 31/12/2025.

A cette provision doit se rajouter le résultat affecté au financement des mesures d'exploitations inhérentes au départ à la retraite des salariés du Siège pour 51 536 €.

Le montant de l'engagement non provisionné à la clôture de l'exercice s'élevait donc à 675 782 €.

Liste des filiales et participations

Société	Capital	Capitaux propres	Q-P du capital détenu en %	C.A. du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice
Participations détenues entre 10% et 50% . SOHLAM (Bilan 2025)	300 022	7 461 517	19,51	1 672 364	143 277
TOTAL	300 022	7 461 517	19,51	1 672 364	143 277

Le personnel a la possibilité de placer des jours restants dus au titre de congés payés ou autres congés conventionnels en compte épargne temps. La Fondation, dans le cadre de l'accord de branche sanitaire, social et médico-social du 1^{er} avril 1999, en a externalisé la gestion auprès de Malakoff Médéric. L'engagement au titre du CET est couvert par un portefeuille titres au Crédit agricole depuis 2018 (auparavant au Crédit coopératif) placé sur un Fonds commun de placement (FCP) dédié à ce dispositif et obligatoire pour toute la branche (parts « UNIFED EPARGNE HORIZONS »). Ces parts de FCP sont comptabilisées en titres immobilisés et leurs déblocages ne peuvent intervenir que dans les cas limitativement prévus. De plus, ce fonds commun de placement ne peut être utilisé pour un usage autre que le paiement des droits affectés au CET. Lorsque les salariés font valoir leurs droits au paiement de leurs jours de CET, les parts correspondantes font l'objet d'une cession.

En plus de sa mission de représentation juridique, le service ACTES Pélican assure le recouvrement des dommages et intérêts, et, sous le contrôle du Juge, la gestion des comptes bancaires ouverts au nom des mineurs.

Le montant des honoraires de commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 32 000 € TTC.

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été comptabilisées sur l'exercice 2025, le montant de cette valorisation étant non-significatif.

Les dispositions issues de l'article 37 de la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 portant Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne (DDADUE) concernant la mise en application de nouvelles règles d'acquisition de congés payés en cas d'absence maladie ou accident ont fait l'objet d'une valorisation d'un montant non-significatif qui n'a pas été comptabilisé.

